

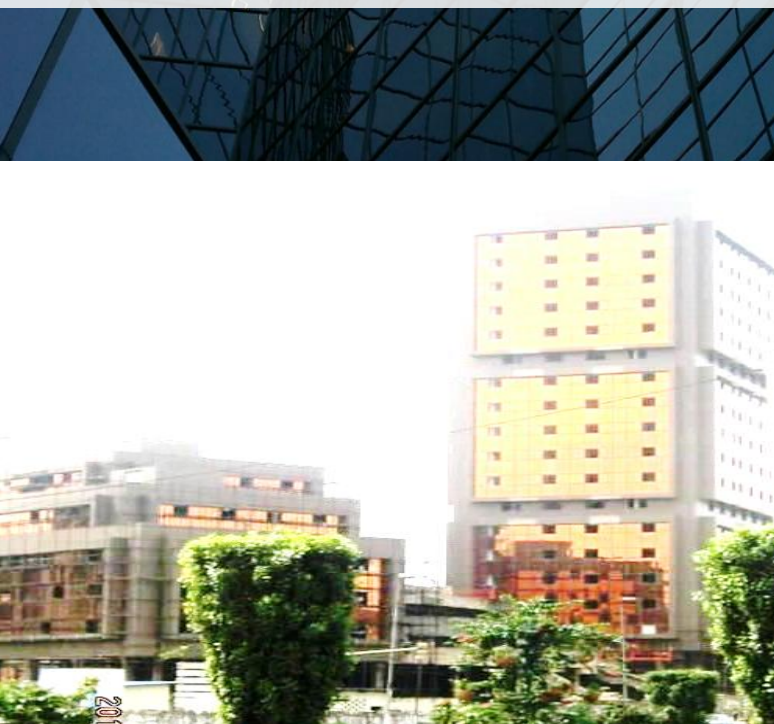
NOTE de conjoncture

- ❖ Fort ralentissement de l'activité des PME avec une baisse généralisée des performances économiques.
- ❖ Persistance de la baisse des investissements
- ❖ Recul de la création d'emplois, dû au ralentissement de l'activité et à la tendance baissière des investissements.

3^e trimestre 2024



**DIVISION DES ETUDES, DES
PROJETS ET DE LA
PROSPECTIVE**



SOMMAIRE

LISTE DES GRAPHIQUES	ii
LISTE DES ANNEXES.....	ii
SIGLES ET ABREVIATIONS	iii
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1 : Situation macroéconomique en zone CEMAC : <i>une conjoncture régionale et nationale sous pression</i>	1
1. Situation macroéconomique en zone CEMAC	1
2. Situation économique au Cameroun	4
CHAPITRE 2 : Évolution de l'activité économique des PME : <i>léger ralentissement des activités des pme du fait de la baisse du pouvoir d'achat des ménages et de la hausse des prix du transport</i>	5
1. Évolution du niveau d'activités des PME	5
2. Trésorerie et financement des PME	9
CONCLUSION	10
BIBLIOGRAPHIE	vi
WEBO-GRAPHIE	vi

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Perception des PME sur le niveau de leurs activités	5
Graphique 2 : Principales raisons de la baisse du niveau d'activité chez les PME	5
Graphique 3 : Perception des PME sur le coût de Production	6
Graphique 4 : Principales raisons de la hausse des coûts de productions chez les PME	6
Graphique 5 : Perception des PME sur le prix de vente de leurs produits	6
Graphique 6 : Perception des PME sur résultat net obtenu	8
Graphique 7 : proportion de PME ayant créé de nouveaux emplois	8
Graphique 8 : Appréhension des PME sur la situation de la trésorerie	9
Graphique 9 : Proportion des PME ayant réalisé de nouveaux investissements	9

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Liste des personnes impliquées dans le processus d'élaboration de la note de Conjoncture 1 ^{er} trimestre 2024	vii
---	-----

SIGLES ET ABREVIATIONS

BEAC	Banque des États de l’Afrique Centrale
BTP	Bâtiment et Travaux Publics
CEMAC	Communauté Économique et Monétaire de l’Afrique Centrale
ICAE	Indice Composite des Activités Économiques
ICCPB	Indice Composite des Cours des Produits de Base
INS	Institut National de la Statistique
ME	Moyenne Entreprise
MINPMEESA	Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l’Économie Sociale et de l’Artisanat
PE	Petite Entreprise
PME	Petite et Moyenne Entreprise
TPE	Très Petite Entreprise

INTRODUCTION

La croissance économique mondiale a ralenti au troisième trimestre de 2024, s'établissant à 2,4%, contre 2,6% au trimestre précédent d'après le rapport trimestriel sur l'économie et le commerce, publié en octobre 2024 par l'Affaire Mondiale Canada (AMC). Ce fléchissement est essentiellement imputable aux économies émergentes, dont le taux de croissance a chuté de 3,7% à 3,1%. En revanche, les économies avancées ont maintenu un rythme stable de 2,0%¹.

Dans la sous-région CEMAC, la croissance économique s'est accélérée au troisième trimestre 2024, atteignant 6,2% contre 5,7% précédemment, selon la BEAC. Cette dynamique est portée par la vigueur des hydrocarbures, des industries extractives et manufacturières, ainsi que des secteurs du BTP, du commerce et des services marchands.²

Au Cameroun, la hausse des prix à la production industrielle entamée en début de l'année s'est accentuée au troisième trimestre (+5,7% en glissement annuel)³. Parallèlement, l'inflation s'est établie à 4,9%, marquant une diminution de 2,9 points par rapport à la même période en 2023, quoiqu'elle reste au-dessus de la norme communautaire de 3%, selon la *Note sur l'évolution des prix à la consommation finale des ménages au Cameroun* du mois d'Octobre 2024 publiée par l'INS.

Dans le but de décrire l'évolution des activités des PME sur l'étendue du territoire camerounais au courant du 3^{ème} trimestre 2024, une enquête a été réalisée par la Division des Études des Projets et de la Prospective du MINPMEESA sur un échantillon de 500 PME. Elle visait à analyser l'évolution des activités des PME du point de vue du chiffre d'affaires, du niveau d'emplois, les coûts de production, la vente, la trésorerie et les investissements réalisés.

La présente note de conjoncture se structure en deux grandes parties. À savoir : (I) Situation macroéconomique en zone CEMAC et (II) l'analyse de l'évolution des activités des PME au 3^e trimestre 2024.

¹<https://www.international.gc.ca/trade-commerce/economist-economiste/q3-2024.aspx?lang=fra>

²Note_Analyse_ICAE_CEMAC_T4_2024_version-publiable.pdf

³INS, indice des prix à la production industrielle note d'analyse trimestrielle troisième trimestre 2024

CHAPITRE 1 : Situation macroéconomique en zone CEMAC : une conjoncture régionale et nationale sous pression

Ce chapitre examine les indicateurs macroéconomiques clés, mettant en lumière à la fois des signes de reprise et des défis structurels persistants, essentiels pour anticiper les effets sur les PME.

1. Situation macroéconomique en zone CEMAC

➤ *Bonne dynamique du secteur des hydrocarbures, des industries extractives et manufacturières, des BTP.*

Au troisième trimestre 2024, l'activité économique dans la zone CEMAC a montré une hausse significative, avec une progression de **6,2%** de l'Indice Composite des Activités Économiques, contre **5,7%** au trimestre précédent. Cette dynamique a été principalement soutenue par la croissance des secteurs productifs, notamment les hydrocarbures, portés par les investissements dans l'optimisation des puits et le forage de nouveaux puits, ainsi que par la solidité des performances minières, particulièrement dans le manganèse et l'or. Le secteur des **BTP** a également continué de soutenir l'économie, notamment grâce aux dépenses publiques en infrastructure, comme l'aménagement urbain et les projets routiers.

Au troisième trimestre 2024, les **industries manufacturières** se sont stabilisées, et les **services marchands** ont poursuivi leur progression, soutenus par l'augmentation de l'offre énergétique grâce aux projets hydroélectriques et solaires dans la CEMAC, notamment les barrages de **Nachtigal** au Cameroun, de **Boali 2** en République

Centrafricaine, ainsi que les centrales solaires de **Ayémé** au **Gabon** et de **Sakaï** en **République Centrafricaine**.

En revanche, la **sylviculture** reste freinée par les coûts élevés du gasoil et par des difficultés liées à la mise en œuvre des mesures pour optimiser l'exploitation du bois.

➤ *L'Indice Composite des Cours des Produits de Base (ICCPB) exportés par les pays de la CEMAC a chuté.*

L'indice composite des cours des produits de base (ICCPB) des pays de la CEMAC a chuté de 9,7%, au troisième trimestre 2024, après une hausse de 17,6 % au trimestre précédent. Cette baisse est principalement due à la chute des prix des produits énergétiques (pétrole), qui ont diminué de 5,2%, et des produits non énergétiques, dont les prix ont reculé de 12,6 %. En comparaison avec 2023, les prix des produits agricoles et des métaux ont enregistré des baisses marquées, avec des chutes notables dans les prix du cacao (-21,4%), du coton (-8,1%) et des métaux comme le manganèse (-19,5%) et le fer (-13,4%). Toutefois, l'or a vu une légère hausse (+4%), tandis que le prix du gaz naturel a augmenté. Cette situation défavorable est renforcée par un recul du prix du pétrole, qui a baissé de 6,7% en raison de l'augmentation de la production au Moyen-Orient, en Asie et en Amérique du Nord.

Ces données soulignent la nécessité pour les pays de la CEMAC de dynamiser leur secteur

secondaire pour se prémunir contre les fluctuations des prix des matières premières. Elles révèlent aussi la fragilité de l'équilibre extérieur de la région, avec un risque potentiel de dévaluation du franc CFA, la monnaie commune.

2. Situation économique au Cameroun

➤ Prix à la production industrielle

Selon l'INS, la hausse des prix à la production industrielle entamée en début de l'année s'est accentuée au troisième trimestre (+5,7% en glissement annuel). Essentiellement portée par les industries du bois et de fabrication d'articles en bois (+13%), l'agroalimentaire (+4,8%) et les industries extractives (+7,6%). À contrario, certaines branches d'activités ont enregistré des baisses de prix à la production, notamment : les industries de fabrication des machines et équipements (-4,3%), les industries de fabrication des meubles et autres industries manufacturières NCA (-3,7%). En comparaison au trimestre précédent, les prix à la production enregistrent une hausse de 2,1 % au troisième trimestre 2024.

Cette hausse des prix à la production industrielle reflète une pression inflationniste, notamment dans les industries du bois, de l'agroalimentaire et les industries extractives. Cette augmentation des coûts pourrait affecter la compétitivité des entreprises et se répercuter sur les prix à la consommation.

➤ L'inflation

Au troisième trimestre 2024, l'inflation a évolué à un rythme moins accentué. Le taux s'est établi à 4,9%%, contre 5,7% au trimestre précédent et 6,1% à la même période l'année précédente.

Cette inflation est principalement alimentée par une augmentation de 6,2% des prix des produits alimentaires, ainsi qu'une hausse notable de 13,4% des coûts de transport, deux fonctions de consommation qui représentent environ 44% des dépenses de consommation finale des ménages. Suivant les régions, les taux d'inflation oscillent entre 3,2% et 7,0% ; les niveaux le plus bas sont enregistrés à Garoua, Bertoua, et Bamenda avec des taux respectifs de 3,8%, 3,7% et 3,2%. Maroua, Douala, et Ngaoundéré se placent en tête avec respectivement 7%, 5,5%, et 5,1%.

Le taux d'inflation sous-jacent se situe à 3,4%, indiquant que l'inflation n'est pas uniquement poussée par la hausse des prix des produits frais et de l'énergie, dont les prix ont respectivement augmenté de 10,3% et 7,9%. Suivant l'origine des produits, l'inflation est davantage interne, alimentée par les prix des biens et services locaux. En effet, sur la même période, les prix des produits locaux ont augmenté de 5,2%, contre une hausse plus modérée de 4,0% pour ceux des produits importés.

CHAPITRE 2 : Évolution de l'activité économique des PME : léger ralentissement des activités des pme du fait de la baisse du pouvoir d'achat des ménages et de la hausse des prix du transport

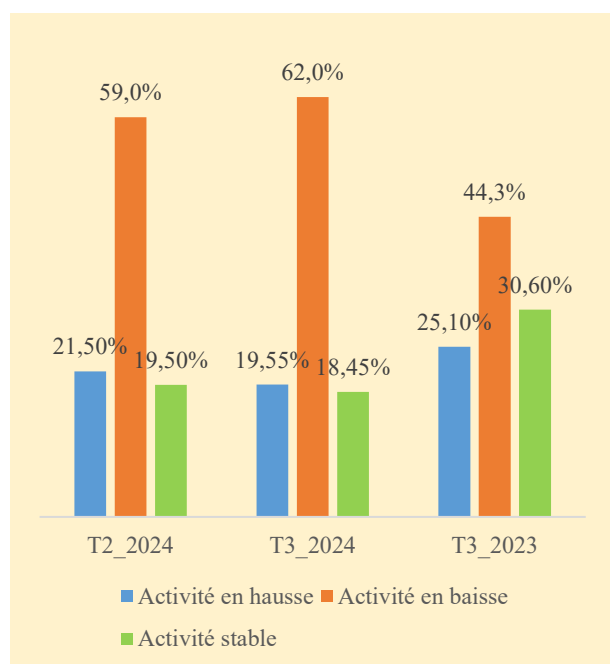
Ce chapitre examine l'évolution des activités économiques des PME au troisième trimestre 2024, en mettant en lumière les principaux enjeux et dynamiques observés durant cette période.

1. Évolution du niveau d'activités des PME

a. Perception des chefs d'entreprises sur la situation de leurs activités

La perception des chefs d'entreprise a continué de se dégrader au troisième trimestre 2024, après une baisse déjà observée au deuxième trimestre par rapport au premier.

Graphique 1 : Perception des PME sur le niveau de leurs activités



Source : Enquêtes Conjoncturelles MINPMEESA T3_2023, T2_2024, T3_2024

Le graphique 1 ci-dessus montre une diminution progressive de l'optimisme des chefs d'entreprises sur l'évolution de leurs activités. Alors qu'au troisième trimestre 2023,

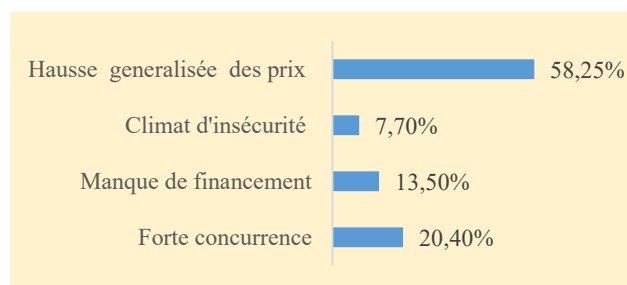
55,7% des chefs d'entreprises percevaient une dynamique positive de leur activité, ce pourcentage a diminué à 41,0% au deuxième trimestre 2024 et encore à 38,0% au troisième trimestre 2024.

Cette évolution pourrait être le signe de conditions économiques plus difficiles ou de défis spécifiques à certains secteurs.

Cette baisse de l'activité des PME, résulte de plusieurs facteurs. À savoir :

- Des perturbations des chaînes d'approvisionnement et des conditions économiques difficiles.
- La hausse généralisée des prix, signalée par 58,25% des PME, pèse sur les coûts de production et la compétitivité, réduisant ainsi les marges bénéficiaires.
- La concurrence accrue des produits importés, citée par 20,40% des entreprises, limite leur croissance et les parts de marché.
- Par ailleurs, 13,5% des PME déplorent le manque de financement, tandis que 7,70% évoquent l'impact du climat d'insécurité dans certaines régions sur leurs activités.

Graphique 2 : Principales raisons de la baisse du niveau d'activité chez les PME

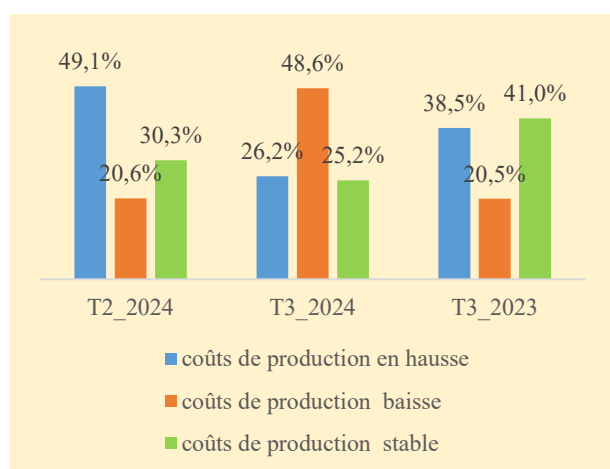


Source : Enquêtes Conjoncturelles MINPMEESA T3_2024

b. Coûts de production

Pour ce qui est coûts de production, on a observé que 73,8% des chefs d'entreprises trouvaient que ces coûts étaient compétitifs (stable ou à la baisse) comparativement au 2^e trimestre. Cette situation favorable a un impact potentiellement sur la compétitivité et les marges bénéficiaires des entreprises.

Graphique 3 : Perception des PME sur le coût de Production

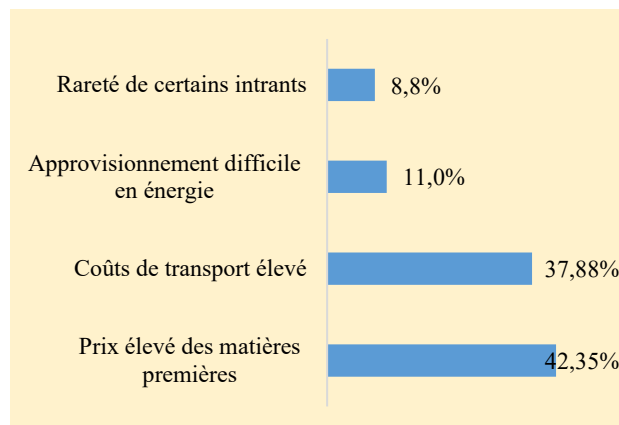


Source : Enquêtes Conjoncturelles MINPMEESA T3_2023, T2_2024, T3_2024

L'analyse des données de l'enquête révèle que les principaux facteurs influençant la variation des coûts de production chez les PME sont dominés par le prix élevé des matières premières (42,35%) et les coûts de transport élevés (37,88%). Ces deux éléments montrent que les fluctuations des prix des matières premières et les frais logistiques représentent des enjeux majeurs pour les entreprises, affectant directement leurs marges. Les problèmes d'approvisionnement en énergie (11%) et la rareté de certains intrants (8,8%) jouent également un rôle, bien que de moindre importance. En somme, cette analyse souligne que pour maîtriser leurs coûts, les PME doivent

prioritairement se concentrer sur la gestion des matières premières et des coûts de transport.

Graphique 4 : Principales raisons de la hausse des coûts de productions chez les PME

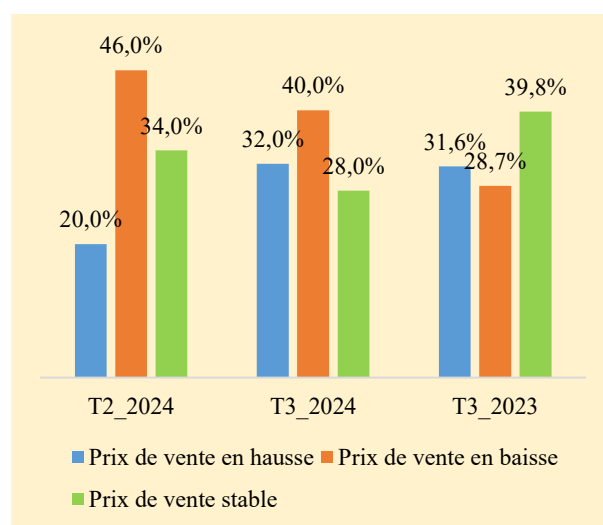


Source : Enquête Conjoncturelle T3_2024, MINPMEESA

c. Niveau des prix de vente

Pour ce qui est des prix de vente, l'analyse des données montre une évolution significative dans les perceptions des PME au fil du temps. En effet au troisième trimestre 2024, les prix de vente montrent une légère inversion par rapport aux trimestres précédents.

Graphique 5 : Perception des PME sur le prix de vente de leurs produits



Source : Enquêtes Conjoncturelles MINPMEESA T3_2023, T2_2024, T3_2024

Entre T3_2023 et T2_2024, il y a une forte détérioration : la stabilité, qui dominait, a laissé

place à une perception majoritaire de baisse des prix. La part des entreprises constatant une hausse est passée de 31,6% à 20%, montrant une diminution du pouvoir de fixation des prix. Les perceptions pour T3_2024 suggèrent un léger redressement avec 32% des entreprises qui ont constaté une hausse, contre seulement 20% en T2_2024.

Cependant, la baisse reste prépondérante (40%), bien qu'en diminution par rapport à T2_2024 (46%). La stabilité continue de reculer (de 34% en T2_2024 à 28% en T3_2024).

Le passage d'une situation stable en T3_2023 à une perception dominante de baisse en T2_2024 traduit une pression sur les prix, potentiellement causée par une demande affaiblie, une concurrence accrue ou des conditions économiques défavorables.

Bien que les données de T3_2024 ont montré un léger redressement de la perception de hausse des prix, la tendance générale reste orientée vers une baisse. Ainsi, la diminution de la stabilité des prix peut suggérer une plus grande volatilité du marché, rendant les prévisions plus incertaines pour les PME.

En claire, on observe une transition entre une période où la stabilité des prix dominait (T3_2023) et une période où la baisse des prix est devenue majoritaire (T2_2024 et T3_2024). De faite, même si les perceptions pour T3_2024 sont légèrement plus optimistes que T2_2024, la tendance générale indique toujours une pression à la baisse sur les prix. Cette évolution peut être le reflet de difficultés économiques,

d'une concurrence accrue ou d'une demande affaiblie sur le marché.

L'augmentation des prix de vente des PME au cours du trimestre sous revue est principalement due à des facteurs externes. Le coût du transport, en hausse pour 38,60% des entreprises en raison du réajustement des prix à la pompe, est la première cause mentionnée. La rareté des matières premières (25,10%) et la hausse des prix des intrants (24,02%) accentuent cette pression, rendant la production plus coûteuse. Ces éléments montrent que les entreprises subissent davantage une augmentation des coûts qu'elles ne maîtrisent. En comparaison, l'augmentation de la demande (12,28 %) joue un rôle bien plus marginal dans la dynamique de hausse des prix.

En conséquence, les prix pratiqués par les PME semblent davantage être une réaction aux contraintes économiques qu'une stratégie volontaire d'ajustement aux conditions du marché. L'absence d'une forte poussée de la demande laisse penser que ces hausses pourraient fragiliser certaines entreprises si elles ne parviennent pas à les répercuter pleinement sur leurs clients. Cette situation souligne une inflation plus subie que choisie, où les PME doivent faire face à des coûts en augmentation sans bénéficier d'un contexte économique leur permettant d'optimiser leurs marges.

Ces PME sont principalement dans les secteurs de la transformation agroalimentaire (32,28%),

du commerce général (39,46%) et du textile-confection-cuir et autres (28,87%).

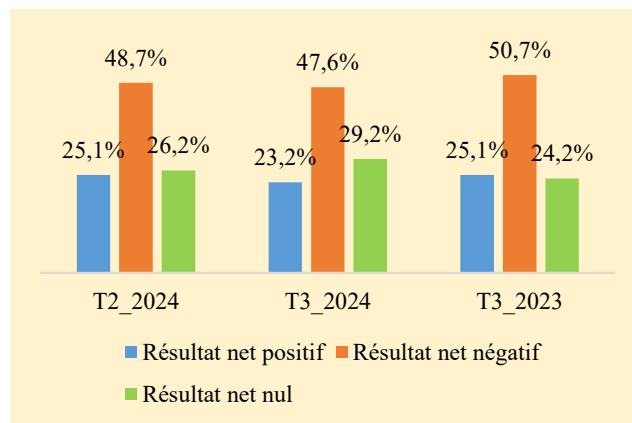
d. Résultat net

Les données analysées mettent en évidence une tendance majoritairement négative dans la perception des résultats nets des PME au fil des périodes analysées. En T2_2024, 48,7% des PME enregistrent un résultat négatif, une proportion légèrement réduite en T3_2024 (47,6%), mais toujours dominante. Comparé à T3_2023, où 50,7 % des PME déclaraient un résultat négatif, on observe une légère amélioration sur les périodes suivantes, bien que cette part reste significative.

En revanche, la part des PME ayant un résultat net positif diminue légèrement, passant de 25,1% en T3_2023 et T2_2024 à 23,2% en T3_2024, indiquant que la rentabilité reste faible pour une majorité d'entreprises.

Un autre point clé est la hausse de la proportion des résultats nuls, passant de 24,2% en T3_2023 à 29,2% en T3_2024, ce qui pourrait traduire un ralentissement de la dégradation financière des PME, sans pour autant signifier une réelle reprise. Globalement, ces chiffres confirment une prédominance des résultats négatifs et une baisse progressive des résultats positifs, suggérant que les PME continuent de faire face à des défis économiques, malgré une atténuation relative des pertes.

Graphique 6 : Perception des PME sur résultat net obtenu



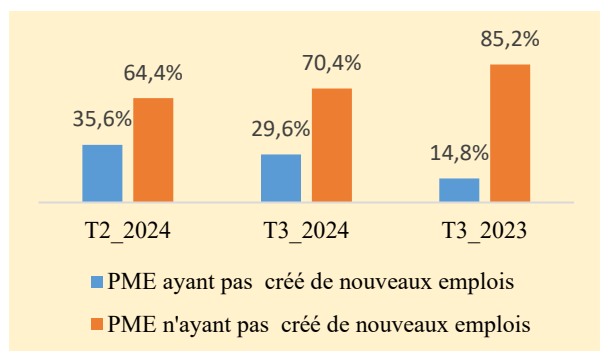
Source : Enquêtes Conjoncturelles MINPMEESA T3_2023, T2_2024, T3_2024

e. Situation de l'emploi

En T3_2024, seulement 29,6% des PME ont créé de nouveaux emplois, tandis que 70,4% n'en ont pas créé, marquant une baisse par rapport à T2_2024, où 35,6% des PME avaient embauché contre 64,4 % qui ne l'avaient pas fait. Cette diminution intervient après une légère reprise comparée à T3_2023, où la création d'emplois était encore plus faible, avec seulement 14,8% des PME ayant embauché et 85,2% n'ayant pas créé d'emplois.

Globalement, ces chiffres montrent une tendance négative, avec une chute marquée entre T3_2023 et T2_2024, suivie d'un nouveau recul en T3_2024, traduisant des difficultés persistantes des PME à maintenir une dynamique d'embauche.

Graphique 7 : proportion de PME ayant créé de nouveaux emplois



Source : Enquêtes Conjoncturelles MINPMEESA T3_2023, T2_2024, T3_2024

La baisse de la création d'emplois par les PME au troisième trimestre peut s'expliquer par la dégradation continue des activités économiques observées depuis le début de l'année.

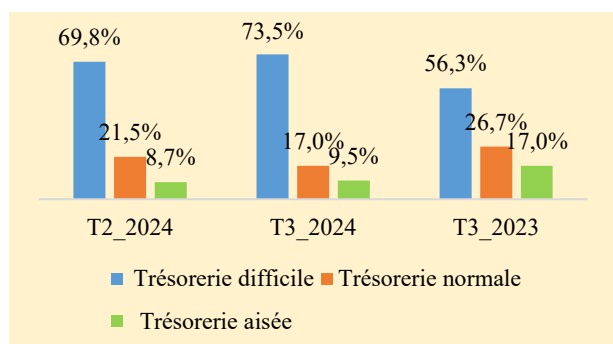
Les emplois créés par les PME se retrouve dans les domaines du commerce général (60%), des services (26%) et de la transformation agroalimentaire (14%). Cependant, la pérennisation de ces emplois reste un défi.

2. Trésorerie et financement des PME

a. Des tensions de trésorerie persistantes

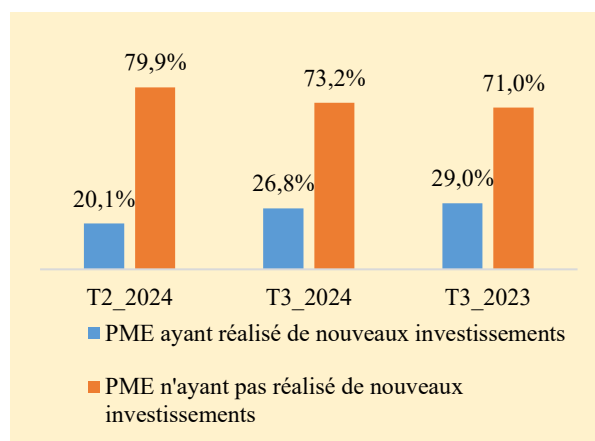
Au troisième trimestre 2024, 73,5% des PME signalent des difficultés de trésorerie, une hausse notable par rapport aux 56,3% de T3_2023, traduisant une détérioration financière.

Graphique 8 : Appréhension des PME sur la situation de la trésorerie



Au troisième trimestre 2024, 73,2% des entreprises n'ont pas réalisé de nouveaux investissements, une légère amélioration par rapport à 79,9% du trimestre précédent. Cette baisse peut indiquer des efforts pour stabiliser la trésorerie et optimiser la gestion des coûts. Cependant, comparé à T3_2023, où 71% des entreprises n'avaient pas investi, la situation s'est détériorée, malgré cette légère amélioration par rapport au trimestre précédent. Cette tendance négative pourrait être due aux conditions économiques difficiles, comme la hausse des coûts de production et les tensions persistantes sur la trésorerie, qui continuent de freiner les capacités d'investissement des PME.

Graphique 9 : Proportion des PME ayant réalisé de nouveaux investissements



Source : Enquêtes Conjoncturelles MINPMEESA T3_2023, T2_2024, T3_2024

Les investissements réalisés par les PME se concentrent majoritairement sur les **biens incorporels** (64,2%), le **mobilier** (20,7%) et des **biens immobiliers** (11,2%). Pour financer ces investissements, les PME (plus de 60%) ont recours à leurs **ressources propres**, qui constituent le mode de financement principal.

Source : Enquêtes Conjoncturelles MINPMEESA T3_2023, T2_2024, T3_2024

b. Financement et investissement

CONCLUSION

L'analyse de l'évolution des activités économiques des PME au troisième trimestre 2024 met en évidence un léger ralentissement, principalement attribuable à la baisse du pouvoir d'achat des ménages et à la hausse des prix du transport. La perception des chefs d'entreprise sur la situation de leurs activités continue de se détériorer, traduisant des conditions économiques plus difficiles et des défis persistants pour le secteur.

Les principaux facteurs expliquant cette tendance négative sont la hausse généralisée des prix, les perturbations des chaînes d'approvisionnement, la concurrence accrue des produits importés et les difficultés d'accès au financement. Ces éléments impactent directement les coûts de production, qui restent dominés par la hausse des prix des matières premières et du transport. Bien que certaines PME perçoivent une stabilisation relative de leurs coûts, l'ensemble du secteur subit une pression constante sur les marges bénéficiaires.

Sur le plan de l'emploi, la capacité des PME à générer de nouveaux postes demeure limitée, avec une baisse de la création d'emplois par rapport au trimestre précédent. Cette dynamique est le reflet des tensions persistantes sur la trésorerie des entreprises, qui peinent à mobiliser des ressources suffisantes pour investir et se développer. En effet, l'accès au financement reste un défi majeur, avec une grande majorité des PME n'ayant pas réalisé d'investissements significatifs au cours de la période analysée.

Dans l'ensemble, la conjoncture économique du troisième trimestre 2024 met en évidence des contraintes structurelles pesant sur les PME, nécessitant des mesures adaptées pour relancer leur activité. Des actions ciblées en faveur de l'amélioration du financement, du soutien aux coûts de production et de la stimulation de la demande intérieure pourraient permettre d'atténuer les effets négatifs observés et d'instaurer une dynamique plus favorable à la croissance des PME à moyen terme.

BIBLIOGRAPHIE

- Banque Mondiale, 2024, « *Perspectives économique mondiale* »
- BEAC, Évolution des cours des principaux produits de base exportés par la CEMAC au 3^{ème} trimestre 2024
- INS, Note sur l'évolution des prix à la consommation finale des ménages au Cameroun, septembre 2024
- MINPMEESA, Note de conjoncture 2^{ème} trimestre 2024
- MINPMEESA, conjoncture économique 3^{ème} trimestre 2023

WEBO-GRAPHIE

- <https://economic-research.bnpparibas.com>

Annexe 1 : Liste des personnes impliquées dans le processus d’élaboration de la note de Conjoncture 1^{er} trimestre 2024

Supervision générale	Coordination générale	Coordination technique	Équipe de collecte de données	Équipe technique de rédaction
S.E M. Achille BASSILEKIN III	M. TCHANA Joseph	M. BOBBO MAMOUDOU	M. MOUBANE Pascal	M. ONANA MANGA Christian P.
			M. MPONO MPONO Luc Peguy	Mme NGAFFO Manuella
			Mme. BIDOUNG Paule	M. N’NOUH Samuel
			Mme ABOMO Rose Edwige Madeleine	M. NONGNI Abednego
			Mme MAFO Francine	M. KWEBITEU Dimitri
			Mme. EKUKOLE EBOH	M. WAFFO Duboua
			Mme AMBOMO TSANGA	
			M. MBORO Alain	
			Mme TYA Paule Renée	